

APPEL POUR LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES SAHRAOIS

Des contacts préliminaires à la préparation d'un cinquième round de négociations entre le Maroc et le Front Polisario se sont tenus en août en Autriche sous l'égide des Nations unies. Quelques jours plus tard, profitant de l'inertie de la communauté internationale et de la complicité de certains gouvernements, le Maroc a relancé sa politique de répression contre la population sahraouie des territoires occupés: femmes et hommes blessés et torturés, enlèvements, maisons saccagées. Cette nouvelle vague de répression a été suivie par des arrestations arbitraires et de nouveaux procès avec de lourdes condamnations.

Les défenseurs sahraouis des droits de l'Homme sont particulièrement visés:

-arrestation le 14 août d'Ennaâma Asfari, co-président du CORELSO, et condamnation à 4 mois de prison ferme

-arrestation le 6 octobre de 5 militants sahraouis à la frontière mauritanienne et confiscation de leurs passeports

-arrestation début octobre de Sultana Khaya sur l'aéroport d'El Aaiun pour l'empêcher d'aller en Espagne continuer son traitement médical

-enlèvement le 8 octobre à Casablanca de 7 responsables d'associations sahraouis des droits de l'homme dans l'avion qui les ramenait d'une visite aux camps de réfugiés de Tindouf; ils sont aujourd'hui poursuivis devant le tribunal militaire de Rabat pour "atteinte à la sûreté nationale"

Certains des militants sahraouis arrêtés devaient participer à notre conférence pour témoigner de la situation au Sahara occidental.

Les 180 participants à la Conférence sur "Les violations des droits de l'Homme au Sahara occidental" qui s'est tenue à Vitry le samedi 24 octobre 2009 à l'initiative des associations AARASD, AFAPREDESA, AFASPA, Association des Sahraouis en France, CORELSO, DROIT SOLIDARITE, en partenariat avec la municipalité de Vitry-sur-Seine, expriment leur solidarité avec les victimes de cette violente répression. **Ils dénoncent l'attitude des autorités marocaines qui ont empêché des militants sahraouis des territoires occupés de venir témoigner à la conférence.**

Ils alertent les médias, qui font trop souvent preuve de complaisance à l'égard du Maroc, sur l'aggravation de la situation des droits de l'Homme au Sahara occidental.

Ils lancent un appel pressant au gouvernement français, aux autorités européennes, à l'Union Africaine et aux Nations unies pour faire pression sur le Maroc afin d'obtenir la libération des prisonniers politiques sahraouis. Ils demandent également:

-la restitution immédiate de leurs passeports, portables et documents personnels

-l'arrêt des violations des droits de l'homme et le respect des libertés fondamentales dans les territoires occupés ainsi que la reconnaissance des associations sahraouies

-l'inclusion dans les compétences de la MINURSO de la protection de la population sahraouie contre la répression

-la tenue du référendum d'autodétermination, dont la date doit être fixée rapidement, pour permettre au peuple sahraoui de décider de son avenir en toute liberté

Ils relaient l'appel de l'Association contre les violations des droits de l'Homme au Sahara occidental (ASVDH) aux avocats et magistrats des pays d'Europe à venir nombreux assister comme observateurs aux procès des militants sahraouis, notamment le 16 novembre au procès en appel d'Ennaâma Asfari à Tiznit et à celui des 7 qui sont poursuivis devant le tribunal militaire.

Ils décident d'appeler à une manifestation le samedi 14 novembre à 15h à la Fontaine des Innocents à Paris pour dénoncer les violations des droits de l'Homme au Sahara occidental, exiger la libération des prisonniers politiques sahraouis ainsi que la tenue du référendum d'autodétermination.

Ils saluent le courage et la détermination du peuple sahraoui et s'engagent à soutenir sa lutte pour l'autodétermination et l'indépendance jusqu'à la victoire.

Vitry le 24 octobre 2009

Contact: AFASPA 13 rue Pierre-et-Marie Curie 93170 Bagnolet afaspa@wanadoo.fr